

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 25 septembre 2019
(Convocation du 9 septembre 2019)

Aujourd'hui, le vingt-cinq septembre deux mille dix-neuf à 11 heures 30, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle René Goscinny au centre d'animation d'Aire-sur-l'Adour sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Dominique DEGOS et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR, Christophe TERRAIN et Bernard VERDIER

Etaient excusés et ont donné procuration :

Monsieur Charles PELANNE

Etaient excusés :

Madame Laurence ANCIEN
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE et Yves LAHOUN

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Affaires budgétaires / Administratif et financier : Conventions de mise à disposition de moyens auprès de l'organisme unique

Exposé des motifs :

Il est rappelé que par délibération en date du 17 décembre 2018 le comité syndical s'est prononcé favorablement pour une mise à disposition auprès de l'organisme unique IRRIGADOUR de moyens dans les domaines administratifs et financiers moyennant remboursement. Cette mutualisation, semblable à celle existante avec les syndicats de rivières SIMAL et SMBVA, constitue un moyen de rationaliser et optimiser les ressources et compétences existantes au sein de l'EPTB en les mettant à disposition des acteurs du territoire. En outre cela constitue un outil alliant complémentarité fonctionnelle, efficience et économies budgétaires.

A ce titre, le syndicat mixte IRRIGADOUR, organisme unique de gestion collective, dont l'Institution Adour est membre fondateur, nous sollicite afin de savoir s'il est possible de concrétiser une mutualisation des fonctions supports en matière de comptabilité et gestion du personnel, tel que c'est déjà le cas pour les aspects juridiques et techniques avec la contribution de l'équipe de direction de l'Institution Adour et du service ressource, depuis l'année 2016.

En effet, jusque récemment, l'OGC disposait d'un seul salarié de la filière technique dont la paye et la gestion de contrat était assurée via le service de remplacement du centre de gestion des personnels territoriaux des Landes, moyennant des frais de gestion conséquents. Par ailleurs, l'ensemble des fonctions de secrétariat prenant de l'ampleur depuis notamment l'appel à projet sur les économies d'eau (porté par l'OGC pour le compte des chambres d'agriculture et l'Institution Adour), les besoins en temps de mise à disposition progressent et nécessitent une nouvelle organisation à long terme.

Aussi, dans un souci d'économies, l'Institution Adour assure le soutien administratif et juridique de nature à sécuriser les procédures et la gestion de l'OGC. Compte tenu des impératifs réglementaires et des engagements actuels de l'organisme unique, l'assistance pour l'établissement de la paye des agents pourrait intervenir à compter d'octobre 2019. Il est ainsi possible de formaliser dans une seule

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



convention de mise à disposition de moyens, assistance technique, administrative, juridique et financière.

Concernant la mutualisation à terme d'outils logiciels de paye et comptabilité budgets communs aux deux syndicats mixtes, Il est proposé de conduire les discussions avec l'OUGC et le comptable public, afin de pouvoir, d'une part, vérifier la faisabilité technique et d'autre part, formaliser cette coopération au travers de délibérations concordantes. L'échéance pourrait être, au premier janvier 2021, afin de clôturer l'exercice précédent, sauf à envisager une clôture anticipée en cours d'année.

Dans l'attente il est proposé de signer la convention de mise à disposition de moyens reprenant les actions de mutualisation et mises à disposition existantes depuis 2016, complétées de l'appui administratif comptable et juridique étendu aux fonctions de la paye des agents de l'OUGC et couvrant une période de 5 ans (2017 à 2021).

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- D'approuver les termes de la convention pour la mise à disposition de moyens entre l'Institution Adour et l'OUGC IRRIGADOUR pour une durée de 5 ans
- D'autoriser la Vice-Présidente à signer la convention telle qu'annexée et l'ensemble des documents afférents à cette mise à disposition et appels de fonds couvrant cette durée

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 25 septembre 2019 à Aire-sur-l'Adour,

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
38 rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX


Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 24/10/2019

Reçu en préfecture le 24/10/2019

ID : 040-254002264-20190925-CS69_2019-DE



irrigadour
*gestion de l'eau pour
l'irrigation agricole*

CONVENTION

Mise à disposition de moyens entre l'Institution Adour et
IRRIGADOUR

Entre d'une part,

Le syndicat mixte dénommé « INSTITUTION ADOUR », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00060, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40025) 38 rue Victor Hugo, représenté par sa Vice-Présidente, Madame Christiane AUTIGEON, habilitée à signer la présente convention par délibération n°69/2019 du 25 septembre 2019,

Ci-après dénommé : **l'INSTITUTION ADOUR**

Et d'autre part,

Le syndicat mixte dénommé « IRRIGADOUR » constitué le 18 décembre 2012 en vue de déposer sa candidature en tant qu'Organisme Unique de gestion collective de l'eau d'irrigation à usage agricole sur le bassin de l'Adour, désigné en tant qu'Organisme Unique par arrêté interpréfectoral le 29 juillet 2013, identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 200 035 616 00016, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40005), Maison de l'Agriculture, 55 avenue Cronstadt, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRERE,

Ci-après dénommé : **le SYNDICAT**

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5111-1 ;

VU les statuts de l'Institution Adour arrêtés par arrêté interpréfectoral en date du 10 septembre 2019 et ceux du Syndicat arrêtés par arrêté interpréfectoral en date du 5 mars 2018 ;

VU les dispositions prévues dans les articles 9 des statuts et 4.3 du règlement intérieur du Syndicat, les membres d'IRRIGADOUR peuvent mettre à disposition du syndicat leurs services par l'établissement de conventions entre les parties ;

CONSIDERANT que la mise à disposition de service constitue un moyen de rationaliser et optimiser les ressources et compétences existantes au sein de l'EPTB en les mettant à disposition des acteurs du territoire. De plus cela constitue un outil alliant complémentarité fonctionnelle, efficience et économies budgétaires,

CONSIDERANT que l'ensemble des fonctions de secrétariat prennent de l'ampleur depuis l'appel à projet sur les économies d'eau (porté par l'OUGC pour le compte des chambres d'agriculture et l'Institution Adour), les besoins en temps de mise à disposition progressent et nécessitent une nouvelle organisation venant compléter celle déjà en place sur les aspects juridiques et techniques.

Il est convenu ce qui suit :



Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de fixer les engagements réciproques des parties permettant au SYNDICAT d'exercer ses missions.

Article 2. Mise à disposition de locaux et de matériels par l'Institution Adour

Pour permettre au SYNDICAT de poursuivre ses objectifs, l'INSTITUTION ADOUR met à disposition du SYNDICAT une salle de réunion équipée d'un système de visio conférence sis au siège de l'INSTITUTION ADOUR, 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan.

Article 3. Mise à disposition de moyens humains par l'Institution Adour

L'INSTITUTION ADOUR met à la disposition du SYNDICAT les moyens humains nécessaires à son bon fonctionnement.

Cette mise à disposition doit permettre :

- d'une part une mutualisation des aspects juridiques et techniques avec la contribution de l'équipe de direction de l'Institution Adour et du service Eau
- d'autre part une mutualisation des fonctions supports en matière de comptabilité et gestion du personnel,

Cette mise à disposition concerne le DGS ainsi que les agents de l'INSTITUTION ADOUR employés au service eau et au service administratif et financier travaillant pour le compte du SYNDICAT :

- Appui directionnel,
- Gestion des ressources humaines,
- Gestion financière
- Commande publique
- Veille juridique.

Article 4. Mise à disposition de logiciels et autres plateformes par l'Institution Adour

Afin de poursuivre ses objectifs, le SYNDICAT devra se doter de ses propres logiciels et certificats de signatures électroniques nécessaires au fonctionnement de ces logiciels.

Concernant la gestion des ressources humaines et l'élaboration de la paye le SYNDICAT devra se doter du logiciel AFI.

De plus pour bénéficier des services de maintenance inhérents aux outils précités, il devra adhérer à l'Agence landaise pour l'informatique (ALPI).

Article 5. Destination des locaux et matériels mis à disposition

Les locaux, matériels et logiciels, objets de la présente convention de mise à disposition, seront utilisés par le SYNDICAT à usage exclusif pour la réalisation des activités relevant de ses compétences.

Article 6. Responsabilités - Assurances

Chaque collectivité et établissement public restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences.



Chaque initiative ou décision à prendre par chacune des structures relèvera des autorités et organes qui leur sont propres.

Le SYNDICAT s'engage à souscrire un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

De son côté, l'INSTITUTION ADOUR s'engage à souscrire tout contrat d'assurance garantissant les locaux et matériels mis à disposition du SYNDICAT contre tout risque d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux. Elle s'engage à ne pas se retourner contre le SYNDICAT au cas où de tels accidents se produiraient.

Article 7. Impôts et taxes

Les impôts et taxes de toute nature relatifs aux locaux mis à disposition seront supportés par l'INSTITUTION ADOUR.

Les impôts et taxes de toute nature relatifs à l'activité exercée par le SYNDICAT seront supportés par ce dernier.

Article 8. Modalités financières

Les agents mis à disposition percevront la rémunération correspondant à leur grade par la structure employeur principal.

Le SYNDICAT remboursera à l'INSTITUTION ADOUR les frais engendrés par la mise à disposition des locaux et des moyens selon l'annexe financière jointe.

Ces remboursements seront effectués à la fin de chaque année sous forme d'appel à contribution.

L'annexe financière de la présente convention fera l'objet d'une actualisation annuelle.

Article 9. Obligations générales du Syndicat

La présente mise à disposition de moyens est consentie à la condition que le SYNDICAT exerce personnellement et de façon continue son activité dans les locaux mis à disposition et suivant la destination prévue.

Article 10. Durée de la convention

La présente convention couvre la période allant du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021.

A son expiration et à défaut de congé donné par l'une ou l'autre des parties au moins six mois à l'avance, la mise à disposition sera reconduite automatiquement pour une durée de deux ans.

Au total la mise à disposition ne pourra pas excéder sept ans dans le cadre de la présente convention.

Article 11. Résiliation anticipée

Le SYNDICAT pourra notifier à tout moment à l'INSTITUTION ADOUR son intention de quitter les locaux mis à disposition en respectant un préavis de six mois.

Il en est de même pour l'INSTITUTION ADOUR.

Dans tous les cas, les parties ne peuvent pas prétendre à une indemnisation.

Tout congé donné par l'une ou l'autre des parties devra être notifié par lettre recommandée avec demande d'acquiescement de réception.



Article 12. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

Article 13. Modifications

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour
La Vice-Présidente,

Pour IRRIGADOUR
Le Président,

Christiane AUTIGEON

Paul CARRERE

Liste des pièces jointes :

- Annexe : annexe financière



Mise à disposition de moyens entre l'INSTITUTION ADOUR et IRRIGADOUR

ANNEXE FINANCIÈRE

MISE A DISPOSITION 2017

MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIELS		prix/an
Salle de réunion visio conférence		
MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS POUR LES MISSIONS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIVES		prix/an
Environ 45 jours sur la base d'un coût forfaitaire de 350 € jours	Animation de la vie syndicale	15 750,00 €
	Gestion des ressources humaines	
	Appui à la gestion financière	
	Appui à la commande publique	
	Veille juridique	
MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS POUR LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES		prix/an
Pas de mise à disposition pour 2017	Gestion des ressources humaines	
	Paramétrage, utilisation et maintenance du logiciel AFI pour établissement de 2 payes salariés	
Conformément à l'article 8 de la présente convention IRRIGADOUR remboursera, pour l'année 2017, à l'Institution Adour le montant annuel de :		15 750 €

Christiane Autigeon
Vice-Présidente de l'Institution Adour

